

de réponse à ma question. Le ministre pourrait peut-être prendre cette question en considération et me fournir une réponse lundi.

L'hon. J. A. MacLean (ministre des Pêcheries): Monsieur l'Orateur, je regrette que le ministre à qui la question est adressée ait dû quitter la Chambre pour quelques instants parce qu'il était appelé ailleurs. Je verrai à ce que la question soit portée à son attention afin qu'il y réponde à la première occasion.

LE COMMERCE

LA MISSION AU ROYAUME-UNI—COMPOSITION ET ORDRE DU JOUR

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Paul Martin (Essex-Est): Le ministre du Commerce peut-il répondre à la question que je lui ai posée il y a quelques jours et nous dire s'il se propose de diriger la délégation commerciale qui doit quitter le Canada prochainement pour le Royaume-Uni? Je lui ai demandé également, il s'en souvient sans doute, s'il profiterait de cette visite, s'il se rend au Royaume-Uni, pour discuter avec son confrère britannique la proposition faite par notre premier ministre de dévier des États-Unis vers la Grande-Bretagne nos achats commerciaux, de même que la proposition du Royaume-Uni en faveur d'une zone de libre échange entre le Canada et la Grande-Bretagne. Le ministre m'avait répondu qu'il lui faudrait discuter cette question avec le premier ministre. A-t-il maintenant reçu l'autorisation du chef du gouvernement?

J'ajoute que le moment est peut-être bien choisi de lui poser cette question puisque c'est aujourd'hui l'anniversaire de naissance du ministre. Je lui offre donc mes félicitations.

L'hon. Gordon Churchill (ministre du Commerce): Monsieur l'Orateur, après avoir lu l'article élogieux que le *Citizen* a publié hier soir sur l'honorable député, je devrai analyser soigneusement cette dernière phrase dans le hansom demain afin de voir si elle ne comporte pas de sens caché. Cependant, si je le prends au mot, j'ai tout lieu de le remercier de ce qu'il vient de dire à l'occasion de mon anniversaire de naissance. J'espère que les 59 prochaines années seront aussi intéressantes que les 59 précédentes.

En ce qui concerne la question qu'il m'a posée, je n'ai pas eu l'occasion de me reporter au hansom à ce propos, mais elle me semble analogue à une autre question à laquelle j'ai déjà répondu, si je ne m'abuse. Je ne me souviens pas d'avoir dit qu'il me

serait nécessaire de consulter le premier ministre au sujet de la question que l'honorable député m'a posée. Je puis lui dire que je dirigerai la mission commerciale qui doit se rendre au Royaume-Uni, et si la Chambre me le permet, lorsque nous nous réunirons à 2 h. 30 cet après-midi, je demanderai la permission de faire une déclaration à ce moment-là. On a déjà répondu, l'autre fois, au reste de la longue question de l'honorable député. Je ne pense pas qu'il y ait lieu de la répéter actuellement.

(Plus tard)

L'hon. M. Martin: Monsieur l'Orateur, puis-je demander au ministre du Commerce s'il ne juge pas opportun de réviser une réponse qu'il m'a fournie à une question tout à l'heure, étant donné ce qu'il a répondu à la question que je lui ai posée le 31 octobre, alors qu'entre autres choses il a dit, ainsi qu'on le voit à la page 627:

Je dirigerai la mission commerciale en Angleterre si le premier ministre décide que j'y aille.

Et j'aimerais aussi lui demander s'il ne revisera pas également la réponse qu'il a fournie à la même page et le même jour:

Quant à conférer avec des membres du gouvernement britannique sur d'autres sujets, je n'ai reçu aucune instruction à cet égard.

Ce passage se trouve à la page 627, dans la colonne de droite. Ce sont des paroles mémorables.

L'hon. M. Churchill: Monsieur l'Orateur, après avoir relu la réponse que j'ai fournie le 31 octobre 1957, je suis bien aise de voir qu'elle est parfaitement claire.

LA MORUE—MENACE PAR LA JAMAÏQUE D'INTERDIRE LES IMPORTATIONS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Gordon Churchill (ministre du Commerce): Monsieur l'Orateur, l'honorable député de Trinity-Conception (M. Stick) m'a posé hier la question suivante:

Le ministre dira-t-il quelle est l'attitude du Gouvernement devant la menace exprimée par le gouvernement de la Jamaïque de fermer ses frontières à l'importation de morue salée en provenance des provinces de l'Atlantique?

Conformément à nos directives, le délégué commercial du Canada en Jamaïque a eu des entretiens avec le ministre en chef et le ministre du commerce et de l'industrie de la Jamaïque, au cours desquels il a exprimé sans réticence notre désir de poursuivre nos échanges commerciaux sur une base amicale et sans restrictions. Les raisons motivant l'augmentation du prix de la morue salée ont été exposées en détail. Les autorités de la Jamaïque ont été mises au courant des inconvénients qui résulteraient pour les pêcheurs